

Combien de missiles de croisière devra-t-on envoyer sur la population irakienne pour enfin produire un régime respectueux des droits de l'homme? La déraison pure.

Par Ghassam SALAME(<http://www.liberation.fr/auteur/8738-ghassam-salame>) — 21 décembre 1998 à 16:32

Sur l'Irak, la seule question légitime fut longtemps la suivante:

comment prouver que les Irakiens mentent? Un autre discours a plus récemment été toléré. Il était de nature «humanitaire»: de temps en temps, les médias se faisaient l'écho d'une enquête sur le terrain ou du rapport d'une ONG s'alarmant des ravages des sanctions sur la santé, l'éducation, le bien-être d'une population de 25 millions d'hommes. Quand des faits incontestables (relevés par l'OMS, la FAO, les missions du Conseil oecuménique des Eglises ou du Vatican ou encore une équipe de l'université Harvard) n'étaient pas écartés d'un revers de main comme «pure propagande irakienne», ils étaient vite oubliés dans le vacarme ô combien plus

télégénique d'un nouveau duel entre Saddam Hussein et le président américain où, comme dans un western, le shérif ne pouvait que l'emporter sur le voyou. Quand les terribles effets des sanctions ont fini par ne plus être contestés, on a établi un régime spécial (dit «pétrole contre nourriture») avec l'objectif assumé, non de répondre à l'urgence, mais de priver le gouvernement irakien d'arguments humanitaires pour plaider la levée des sanctions.

Seule une démonisation totale de l'Irak pouvait faire admettre ce qui, d'un point de vue éthique, légal et politique, devenait inadmissible. L'opprobre touchait quiconque osait remettre en cause, même partiellement, ce statu quo. A Washington, où il a pourtant d'ordinaire bonne presse, on reproche encore à Kofi Annan d'avoir osé dire en février 1998 que Saddam Hussein était «un homme avec lequel on pouvait s'entendre»: c'était attenter à un dogme, car tout l'édifice construit contre l'Irak repose précisément sur l'idée que l'Irak c'est Saddam, lequel n'appartient pas vraiment à l'espèce Homo sapiens.

Cet acharnement a assez duré. Il est temps de revoir profondément la politique américaine, [""] de mettre fin à un désastre humanitaire qui ne doit rien à Mère nature et tout à l'homme, de lever des sanctions dont les effets pervers dépassent depuis longtemps ses prétendus résultats positifs.

Telle était du moins, semble-t-il, la position de Kofi Annan en février 1998: il fallait réintroduire la dimension politique, casser ce blocage des temps modernes (la Bosnie en est une autre illustration) où la politique est coincée entre le militaire et l'humanitaire. Annan s'en est vite aperçu en arrivant à Bagdad: il a pu constater que les «palais présidentiels» alors objets des récriminations américaines (en novembre ce seront des «documents») n'étaient pas ces énormes dépôts d'armes que Washington suspectait; il a pu entendre les fonctionnaires des agences de l'ONU lui dire les difficultés qu'ils rencontraient pour faire leur travail et l'arrogance avec laquelle les inspecteurs de l'Unscop faisaient le leur. [""] Sa

première décision a donc été d'engager un dialogue politique avec le gouvernement irakien et de nommer un représentant permanent à Bagdad. L'ostracisme dont le pays avait souffert pendant sept ans était officiellement rompu, à la grande satisfaction des quelques capitales qui s'étaient déjà timidement engagées dans cette voie, peut-être même avec l'encouragement d'un président américain discrètement soutenu par l'état-major interarmes, plus modéré en cette affaire que le secrétaire d'Etat, les leaders du Congrès et la presse.

Et l'on a commencé à comprendre quelques vérités. La première étant que, comme en Rhodésie il y a trente ans, à Cuba ou ailleurs, les sanctions, loin de déstabiliser les pouvoirs en place, pénalisent d'abord les plus démunis. Le régime irakien, qui tirait d'abord sa légitimité de sa capacité à distribuer la rente, en avait été brutalement privé. Il lui fallait dès lors régner par le seul contrôle policier, tolérer l'émergence d'une immense économie parallèle, encourager les apparatchiks à se lancer dans la contrebande et se résigner à une paupérisation des classes moyennes, qui étaient sa principale base politique.

On a commencé aussi à se poser d'autres questions, notamment sur l'Unscop: jusque-là, ses rapports, pleins de récriminations sur l'attitude irakienne, constituaient le seul discours légitime sur le désarmement irakien. On apprit alors que l'ONU se contentait de prêter son nom à un groupe d'inspecteurs essentiellement américains qui travaillaient en étroite collaboration avec leur gouvernement; pis encore (et de l'aveu même du FBI), que la star de la commission, Scott Ritter, célèbre pour ses inspections sauvages, partageait les informations de la commission non seulement avec le Pentagone, sa maison mère, mais aussi avec le gouvernement israélien, au mépris des règles élémentaires de la déontologie onusienne.

On s'est mis aussi à comprendre que le désarmement irakien était programmé pour être un tonneau des Danaïdes: jamais on ne sera assez sûr que l'Irak a réalisé tout ce que l'article 22 de la résolution 687 lui enjoint de faire. Il y avait toujours une tête de missile introuvable, un baril de produits chimiques égaré, une pièce de canon disparue, un document non remis. Or, de l'avis de la plupart des experts occidentaux que nous interrogeons depuis des mois, l'Irak a fait l'essentiel, sinon (comme il l'affirme) la totalité de ce qui était exigé de lui. On peut même dire que l'Unscoc a réussi au-delà du nécessaire si l'on considère la question sous l'angle de la stabilité régionale. ["] Pendant qu'on détruisait systématiquement ses installations nucléaires, chimiques ou biologiques et tous ses missiles d'une portée de plus de 80 kilomètres, tous ses voisins sans exception ne faisaient que renforcer leur arsenal. ["]. Bref, ceux-là mêmes qui craignaient un Irak trop fort doivent se demander si un Irak désormais trop faible pour, par exemple, empêcher les incursions répétées de l'armée turque sur son territoire ou pour protéger sa frontière avec l'Iran n'est pas devenu, par sa faiblesse même, une menace pour la stabilité régionale.

On commence aussi à saisir les limites de la politique de la canonnrière à l'âge des missiles de croisière et de la doctrine «zéro mort». On peut s'interroger sur la sagesse de plans visant à imposer la démocratie à l'aide de bombes intelligentes lancées depuis des bâtiments américains croisant en mer d'Oman. Combien de missiles de croisière, combien de têtes chercheuses devra-t-on envoyer sur la population irakienne pour enfin produire un régime respectueux des droits de l'homme? Il est enfin curieux d'entendre répéter que l'Irak, seul de tous les pays que l'ONU a condamnés, doit rigoureusement appliquer les résolutions du Conseil de sécurité avant que soient levées les sanctions qui privent sa population du minimum vital.

Pourquoi donc cet acharnement américain? L'obstination des Etats-Unis est liée aux déboires de leur diplomatie dans cette région. Chaque fois que cette diplomatie dévoile ses faiblesses, ses contradictions, ses limites, on frappe l'Irak pour ne pas perdre la face. Le président moustachu est devenu la tête de Turc par excellence, avec les relents racistes qu'on imagine. La simple survie du régime irakien est l'illustration des limites de la puissance américaine ou de son influence dans le monde arabe et musulman, et, plus généralement, des insuffisances de l'instrument militaire comme substitut à la diplomatie, et des effets pervers des sanctions quand elles sont d'inspiration punitive. La déraison, si elle marque l'affaire irakienne, n'est décidément pas le seul fait des Irakiens.

Ghassan Salamé est professeur à l'Institut d'études politiques. Ce texte est extrait d'un article à paraître dans le no 2 de la revue «Critique internationale». Texte intégral sur: www.cerisciencespo.com.

[Ghassam SALAME \(http://www.liberation.fr/auteur/8738-ghassam-salame\)](http://www.liberation.fr/auteur/8738-ghassam-salame)